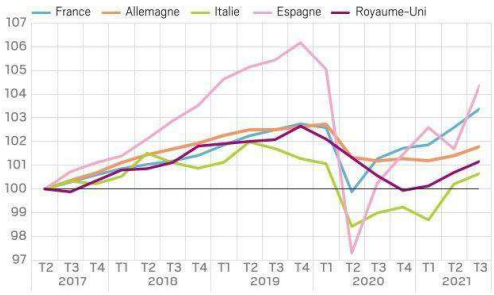
Comment va la France

LES CRÉATIONS D'EMPLOI S'ACCÉLÈRENT

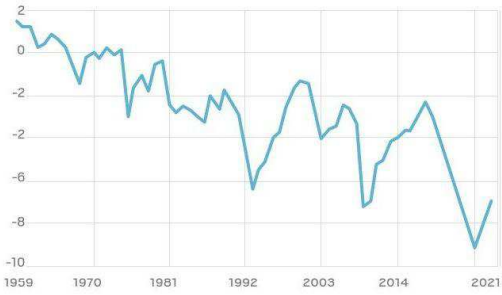
(Évolution cumulée de l'emploi en Europe)



Base 100 = 2017T2 ; Sources : Eurostat, ONS

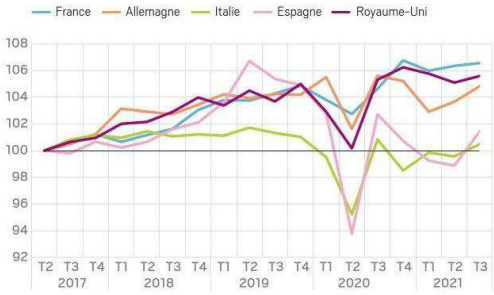
LE DÉFICIT PUBLIC SE CREUSE

(Déficit public en France en pourcentage du PIB)



LE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES PROGRESSE

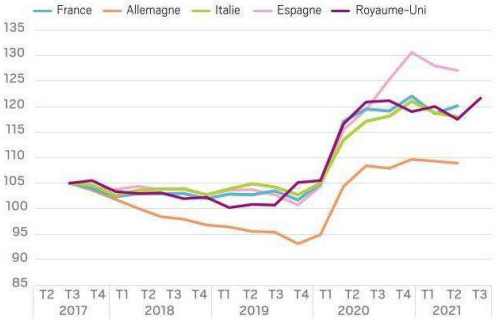
(Comparaison européenne de l'évolution du pouvoir d'achat)



Base 100 = 2017T2 ; Eurostat, ONS ; calculs : DG Trésor.

LA DETTE PUBLIQUE AUGMENTE

(Dette publique en pourcentage du PIB)



Agnès Verdier-Molinié, directrice de l'Ifrap

« La France est le pays qui dépense le plus, taxe le plus et travaille le moins »

ALARME L'auteure du « Vrai État de la France » s'inquiète des déficits de nos comptes publics

Agnès Verdier-Molinié sait compter. Mais aux additions et multiplications, elle préfère les soustractions et les divisions. « Toujours moins » pourrait être le leitmotiv de l'Ifrap, fondation chargée d'évaluer les administrations et les politiques publiques, qu'elle dirige depuis quinze ans. Aussi, quand elle se penche sur les déficits français, notre fiscalité, notre « modèle social », notre bureaucratie, elle voit rouge ! Elle a recensé 483 taxes, impôts et cotisations qui, jour après jour, s'abattent sur les entreprises et les citoyens. À deux mois de la présidentielle, elle ausculte pour le JDD le quinquennat d'un Président qui revendiquait de libérer les énergies, d'encourager l'entreprenariat et de rendre notre État plus modeste et plus moderne. Bilan, l'élève Macron peut vraiment mieux faire ! La France fait figure du mauvais élève qui se complaît à rester au dernier rang de sa classe…

Quel est le bilan du quinquennat Macron en matière de finances publiques ?

INTERVIEW

IBO/SIPA

La dette a explosé : 700 milliards de plus en cinq ans alors qu'elle avait déjà augmenté de 400 milliards pendant le quinquennat de François Hollande. On atteint des niveaux préoccupants, d'autant plus que la stratégie qui consiste à laisser filer l'inflation pour faire à court terme baisser mécaniquement la dette et faire entrer les impôts va vite devenir intenable pour les ressortissants de la zone euro. Les crises sociales pourraient se révéler violentes et Christine Lagarde commence à reconnaître que la Banque centrale va devoir augmenter ses taux cette année. Ce qui pèsera sur la charge annuelle de notre dette. Elle grèvera le budget de la France à hauteur de 39,5 milliards cette année, contre 36,2 en 2020 en comptabilité budgétaire. Le boomerang de la dette est en route.

On dit parfois que la France pourrait se retrouver dans une situation à la grecque ou à l'italienne. Est-ce vrai ou abusif ?

Nous avons besoin d'emprunter entre 300 et 400 milliards par an, car les montants de dette qui arrivent à échéance sont énormes. Plus de 180 milliards en 2023. Un taux d'emprunt de 4 % porterait notre charge à 80 milliards d'euros par an.

Quels sont les autres points noirs de notre pays ?

Le déficit commercial de la France s'est alourdi, à plus de 80 milliards en 2021 contre 48 en 2016. L'Allemagne est à 183 milliards d'excédent commercial. Même l'Italie a une balance excédentaire ! La Péninsule, dont on s'est trop souvent moqué, produit plus de valeur ajoutée dans l'industrie que la France. On décroche. Notre PIB par habitant pointe à la 23e place mondiale. Il était 11e dans les années 1980.

Notre pays crée néanmoins de nombreuses entreprises…

Sur le quasi-million d'entreprises fondées, 90 % n'emploient que le créateur : ce sont des entreprises unipersonnelles fondées par nécessité – s'autoemployer – et non par opportunité.

Le gouvernement avance une amélioration sur le front de l'emploi.

À ce stade, j'ai encore quelques doutes. Certes il y a une tension sur l'emploi : les entreprises peinent à recruter pour cause d'inadéquation de la formation. Mais le halo du chômage est hyper élevé. Entre 1,9 et 2 millions de personnes ne sont pas comptées comme chômeurs car elles n'ont pas fait de recherches actives dans les quatre semaines écoulées et qu'elles ne sont pas disponibles dans les quinze jours qui viennent. Si on les réintègre dans les statistiques du chômage, ça fait monter notre taux à plus de 12 %. Là où les Allemands sont à 7 %.

Pourquoi tant de Français renoncent-ils à chercher un emploi ?

Parce que notre modèle social ne les incite pas à le faire ! La Cour des comptes vient de souligner que 42 % d'une cohorte de bénéficiaires du RSA le touchaient encore sept ans plus tard… Autre indicateur, nous avons un écart de 7 milliards d'heures travaillées en moins par an par rapport aux sept pays les plus proches de nous.

Votre tableau est apocalyptique !

Reconnaissons que la prise de conscience s'est faite sur la nécessité d'arrêter de surtaxer les entreprises, sinon on aurait détruit encore davantage d'emplois. Emmanuel Macron a poursuivi ce que François Hollande avait fait avec le CICE *[crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi]* et le pacte de responsabilité. Mais pas assez vite ni assez fort. Nos entreprises paient toujours 140 milliards de plus par an d'impôts, taxes et cotisations que leurs homologues de la zone euro. Pendant que nous essayons d'alléger le poids de nos boulets fiscaux et réglementaires, nos voisins européens ne nous attendent pas et continuent de réformer pour garder leurs entreprises et leurs emplois. En 2017, les prélèvements obligatoires s'élevaient à 45,1 % du PIB ; en 2021, ils seront probablement à 44,9 %. Cela dit, paradoxalement, tout peut encore être sauvé ! Comme la France est le pays qui dépense le plus, taxe le plus et travaille le moins, nos marges de manœuvre sont énormes. Et nos capacités de rebond aussi ! Si on baisse la dépense publique de 80 à 100 milliards d'euros d'ici à 2030, les impôts des entreprises et des ménages d'un peu plus de 60 milliards avec un maximum de baisse de taxes de production, tout redevient possible. La France pourrait créer alors 2 millions d'emplois supplémentaires dans le secteur marchand tout en équilibrant les comptes publics et en baissant la dette.

Quelles sont vos préconisations pour diminuer la dépense publique de 100 milliards d'ici à 2030 ?

Ce chiffre semble important. Pourtant, quand on compare ce que dépense notre pays par rapport au reste de la zone euro, nous sommes à 262 milliards d'euros de plus par an ! Donc ces 100 milliards d'économie ne représentent même pas la moitié du chemin. En repoussant l'âge de la retraite à 67 ans en 2030, on économise plus de 20 milliards par an. Une allocation sociale unique plafonnée à 90 % du smic dégagerait 5 milliards par an d'économies. La suppression des régimes spéciaux : 2,5 milliards. Une réforme de l'assurance chômage pour inciter tous les demandeurs d'emploi à rechercher tout de suite du travail, c'est encore 4 milliards d'économies. On pourrait multiplier les exemples.

Pourquoi l'endettement et la fiscalité sont-ils si peu abordés depuis le début de la campagne électorale ?

On entre en campagne beaucoup plus tard à cause de la pandémie, donc bien des questions n'ont pas encore été abordées. Le gouvernement est également soucieux de présenter le meilleur bilan possible et escamote les « gros sujets ». Aujourd'hui, nous sommes dans la phase que l'on pourrait qualifier de préparation de la mariée : la croissance est extraordinaire, le chômage recule, les investisseurs étrangers sont pléthoriques. Mais on ne cachera pas longtemps l'éléphant dans la pièce. Mieux vaut faire l'audit de la France maintenant et avoir conscience des défis qui vont se présenter à nous plutôt que de tout mettre sous le tapis et de se réveiller avec la gueule de bois. Ce livre, *Le Vrai État de la France*, a vocation à lever les écrans de fumée. Pour que les Français sachent. Avant d'aller voter. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME BÉGLÉ